



# LE MÉCANISME

MAGAZINE



**CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PAIX  
ET LES INVESTISSEMENTS EN RDC  
ET DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS**



*Nous allons promouvoir des projets économiques et sociaux intégrateurs notamment par la création des zones franches à nos frontières.*

*(Programme de M. Felix Antoine TSHISEKEDI lors de la campagne électorale de décembre 2018)*



## BONNE GOUVERNANCE

- Pilier 1.**  
Pacifier le Pays
- Pilier 2.**  
Promouvoir la réconciliation
- Pilier 3.**  
Consolider la démocratie
- Pilier 4.**  
Restaurer l'État de Droit et son autorité
- Pilier 5.**  
Réhabiliter et redorer l'image de la diplomatie
- Pilier 6.** Lutter contre la corruption et les crimes économiques
- Pilier 7.**  
Consolider la stabilité macroéconomique, assainir les finances publiques et reformer le système financier



## CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

- Pilier 12.**  
Améliorer le climat des affaires et promouvoir l'entrepreneuriat
- Pilier 13.**  
Lutter contre le changement climatique
- Pilier 14.**  
Relever le défi de l'accès à l'électricité et à l'eau
- Pilier 15.**  
Aménager le territoire, développer et moderniser les infrastructures
- Pilier 16.**  
Développer l'agriculture et l'agro-industrie
- Pilier 17.**  
Diversifier l'économie et développer le commerce, l'industrie ainsi que les PME/PMI
- Pilier 18.**  
Rendre le secteur des mines et des hydrocarbures attractifs et performants
- Pilier 19.**  
Développer le tourisme, la culture et les arts

# 4 AXES STRATÉGIQUES

## L'HOMME

- Pilier 8.**  
Faire de l'éducation la clé du changement et le principal ascenseur social
- Pilier 9.**  
Mettre en place la « couverture santé universelle »
- Pilier 10.**  
Promouvoir l'emploi et la formation professionnelle continue
- Pilier 11.**  
Autonomiser la femme et promouvoir la jeunesse



## SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

- Pilier 20.**  
Combattre la pauvreté, l'exclusion et la vulnérabilité.



# PROGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



## Edito

# Investir pour la paix

**D**epuis un quart de siècle, l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) subit des effets néfastes de la production des violences armées in et ex situ. Elle est en proie à l'activisme des groupes armés dont la prolifération est motivée non seulement par des considérations d'instinct de survie individuelle et communautaire suite à la longue absence de l'autorité de l'Etat mais aussi par le pillage des ressources naturelles du pays. En effet, le sous-sol de la partie orientale de la RDC regorge de ressources utiles et stratégiques telles que l'étain, le tantale et le tungstène notamment présents dans la cassitérite, le coltan et la wolframite.

Il est possible de faire de bonnes affaires sans soutenir de quelque manière que ce soit la pérennisation des violences armées dont sont victimes particulièrement des millions d'enfants et des femmes. Il s'impose ainsi à la conscience humaine de développer l'intelligence émotionnelle pour une recherche méthodique de la solution qui projette utilement sur l'avenir.

Dès lors, plutôt que de river les yeux sur ce qui n'a pas marché hier, il est préférable de se concentrer sur

l'avenir à construire dans la trajectoire du combat à engager contre les émotions négatives à l'effet de capitaliser les opportunités de réussite qui existent au bénéfice de la paix dans toute la Région africaine des Grands Lacs. En effet, la paix est fondamentalement un état d'esprit qui pousse à briser les frontières de l'impossible et à surmonter les obstacles qui suggèrent l'inaction ou le pessimisme. Elle motive à prendre de l'altitude pour inventer de nouvelles réalités qui déjouent la fatalité des échecs et des drames.



*Sur une contribution de 1 milliard de dollars que la Banque Mondiale s'est engagée à allouer aux grandes priorités de développement de la Région, 500 millions de dollars seront attribués à des projets dans le secteur de l'hydroélectricité, et 350 millions à des initiatives permettant de développer les liens trans-frontaliers*

A voir de près, le contexte politique de l'heure en RDC s'y prête bien. Il suscite la dynamique de la paix sur l'ensemble du territoire national et dans la Région. Car plutôt que d'afficher des postures revanchardes, le Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, préconise la réconciliation nationale pour ancrer la cohésion nationale.

Il assure la décrispation du climat politique à travers la libération des prisonniers politiques, la fermeture des cachots, l'humanisation des services de renseignement, le retour paisible des exilés et réfugiés politiques, la réouverture des médias de l'opposition politique, la diffusion des activités de l'opposition politique sur la radiotélévision nationale congolaise (RTNC) - la chaîne télévisée publique -, la promotion de la bonne gouvernance dans la gestion de la res publica, ...

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a brisé les clichés en allant résolument à la rencontre de ses homologues des pays frontaliers pour les convier au rétablissement de la confiance nécessaire à la stabilité régionale et à la coopération mutuellement avantageuse. Il a affermi la place de la RDC au sein de l'institution panafricaine comme l'atteste son élection à la deuxième vice-présidence de l'Union Africaine. Il a relancé la

coopération entre la RDC et les puissances mondiales ainsi que les Institutions financières internationales. En témoignent ses visites officielles aux Etats-Unis d'Amérique, au Fonds Monétaire International, au Japon, en Belgique, à l'Union Européenne, et des perspectives à la Banque Mondiale, en France, Russie, Israël, Chine, ...

Il a impulsé, au pays, la dynamique du changement positif des mentalités et des pratiques citoyennes, la reconstruction des piliers de l'Etat en vue de la sécurisation des personnes et des biens, la promotion de l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et l'impunité, la lutte pour l'amélioration du climat des affaires, etc. Preuve, si besoin est, que l'alternance démocratique et pacifique – la première dans l'histoire du pays – redonne de l'espoir pour la paix au bénéfice de la Région.

En clair, il y a, en RDC, un nouvel élan propice aux investissements pour la paix dont la responsabilité est partagée entre plusieurs acteurs et à des niveaux d'actions différents. Y sont concernés notamment les autorités publiques de la RDC et des pays de la Région, les citoyens congolais et des pays de la Région, les organisations intergouvernementales dont sont membres la RDC et les pays de la Région, les organismes et agences du Système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales ainsi que les opérateurs économiques privés.

Les opérateurs économiques privés peuvent, s'ils le veulent, s'inscrire dans le partenariat public-privé, du reste encadré par une Loi. Ils ont une grande capacité de soutenir les efforts de paix en créant les emplois et, de la sorte, les meilleures conditions de démobilisation psychologique des ex-combattants pour une réintégration dans une société des travailleurs effectivement actifs. En contrepartie, les opérateurs économiques privés ont, en RDC et dans la Région, une bonne marge de rentabilité pour garantir l'accroissement de la chaîne de leurs activités.

Des potentialités économiques à mettre en valeur, des projets largement lucratifs existent bel et bien, et peuvent être conjointement bénéfiques pour la RDC et les pays voisins, notamment le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda. Il est donc possible d'ouvrir un nouveau paradigme dans la lutte contre l'insécurité dans l'Est du pays à travers le lancement des chantiers de développement pour vaincre la pauvreté qui rime assez bien, au propre comme au figuré, avec l'insécurité.

Pour sa part, la volonté et la détermination du nouveau leadership en RDC ne font l'ombre d'aucun doute pour la création des conditions structurelles de la pacification globale et durable de l'Est du pays. Le soutien des pays de la Région ainsi que l'appui des partenaires internationaux s'avèrent non négligeables pour une synchronisation des actions à cette fin.

C'est à ce titre que le Mécanisme National de Suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba (MNS) organise, le 27 septembre 2019 à New York (USA), la Conférence internationale sur la paix et les investissements transfrontaliers en RDC et dans la Région des Grands Lacs. Eu égard à la complexité du problème sécuritaire dans l'Est du territoire national, il est utile que la RDC ainsi que les partenaires régionaux et internationaux définissent une vision stratégique commune pour la pacification de l'Est du pays. Ceci requiert entre autres l'exécution des projets de développement communautaire et d'intégration régionale.

Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de l'engagement du financement pour la paix préconisé conjointement par l'ONU et la Banque Mondiale après la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. En effet, à la 7011ème séance du Conseil de sécurité de l'ONU tenue le 25 juillet 2013 à New York, le Président d'autrefois du Groupe de la Banque Mondiale, M. Jim Yong Kim, avait fait savoir que « sur une contribution de 1 milliard de dollars que la Banque Mondiale s'est engagée à allouer aux grandes

priorités de développement de la Région, 500 millions de dollars seront attribués à des projets dans le secteur de l'hydroélectricité, et 350 millions à des initiatives permettant de développer les liens transfrontaliers » (<https://www.un.org/press/fr/2013/CS11078.doc.htm>). Ceci prouve à suffisance l'importance des investissements pour la consolidation de la paix.

Je tiens cordialement à rendre hommage à toutes les personnes, physiques et morales, qui ont apporté leur appui en vue de la réussite organisationnelle de ladite Conférence dont l'ambition est très loin de relever du « talkshow » mais consiste plutôt à favoriser le pragmatisme dans un « deal » fondé sur la coopération gagnant-gagnant. Je voudrais exprimer particulièrement ma profonde gratitude à l'endroit de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, pour l'attention singulière qu'il accorde à cette activité placée sous son haut patronage.

Je suis vivement reconnaissant envers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour leur engagement sans faille dans l'accompagnement de l'organisation de la Conférence.

Enfin, je remercie particulièrement le Colonel Andrew NYAMUMBA, Chef de Renseignements Militaires du Rwanda pour son immense contribution et ses orientations stratégiques.

Ensemble, si nous le voulons bien, nous pouvons investir pour la paix en RDC et dans la Région des Grands Lacs 🇷🇺

**Claude IBALANKY EKOLOMBA**  
**Coordonnateur du Mécanisme**  
**National de Suivi**

# Sommaire

## 07

Présentation du Mécanisme National de Suivi (MNS)

08 Développement RDC-Grands Lacs : Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO accepte de relever le défi

12 Investir en RDC, le pays des raretés

15 RDC-Groupe de la BAD 1973-2019 : 46 ans d'un fructueux partenariat

## 28

DÉCOUVERTE

29 L'exploitation du Gaz méthane du Lac Kivu

30 Projet Chambers Federation Sud-Kivu, RDC

31 Projet Hydro Electrique de Ruzizi III

32 Projet « Sula ya amani (visage de la paix)

33 Expansion du marché pétrolier de la Sous-Région des Grands Lacs

35 Les infrastructures intégrées de la RDC

## 17

BIOGRAPHIE

- 18 Seth NIKHIL
- 19 Claude IBALANKY EKOLOMBA
- 20 MBUYAMU I. MATUNGULU
- 21 Leila ZERROUGUI
- 22 Alexandre KAYEMBE
- 23 Huang XIA
- 24 Jean-Claude TCHATCHOUANG
- 25 Clémence BANDUNGILA TSHIBAMBA
- 26 José MULENDA ZANGELA NGONGO
- 27 Yvette NGANDU KAPINGA



## PRESENTATION DU MECANISME NATIONAL DE SUIVI (MNS)

**L**e Mécanisme National de Suivi et de Supervision de la mise en œuvre des engagements souscrits aux termes de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région, en abrégé « Mécanisme National de Suivi » (MNS), est une structure politico-technique placée sous l'autorité du Président de la République. Il a été institué par l'Ordonnance n°13/020 du 13 mai 2013 qui, en outre, détermine son organisation et son fonctionnement.

Il consiste à assurer l'accompagnement et la supervision de la mise en œuvre des engagements nationaux souscrits par le Président de la République le 24 février 2013 à Addis-Abeba (Ethiopie), au titre de l'« Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région » dont l'objectif, est de favoriser une résolution durable des causes profondes des cycles de violences armées dans l'Est de la RDC et dans la Région des Grands Lacs.

Le MNS comprend trois organes, à savoir : le Comité de pilotage, le Comité Exécutif et le Conseil Consultatif.

Le Comité de pilotage est l'organe politique d'impulsion, de décision et d'orientation. Il a pour tâches de :

- donner la vision globale des obligations à honorer et fixer les objectifs à atteindre ;
- donner les orientations sur le plan d'exécution et les échéances essentielles ;
- adopter le plan d'exécution ;
- faire des évaluations régulières et procéder éventuellement aux ajustements requis.

Il est présidé par le Président de la République. Il comprend en outre les personnalités suivantes :

- Vice-président : le Premier Ministre ;
- Rapporteur et porte-parole : le Ministre ayant en charge les Affaires Étrangères, la Coopération Internationale et Régionale ;
- Membres : les Ministres ayant en charge la Défense Nationale, l'Intérieur et la Sécurité, la Justice, le Budget, les Finances.

Le Coordonnateur du Comité Exécutif assiste aux réunions du Comité de pilotage, et en assure le Secrétariat.

Le Président de la République peut inviter, aux réunions du Comité de Pilotage, toute personne susceptible d'éclairer celui-ci sur un point inscrit à son ordre du jour ou d'apporter une contribution ponctuelle, mais déterminante, à la mise en œuvre des engagements de la République aux termes de l'Accord-cadre.

Le Comité exécutif est l'organe de mise en œuvre dont les tâches sont les suivantes :

- élaborer le plan de mise en œuvre des engagements souscrits et le soumettre pour approbation au Comité de Pilotage ;
- veiller sur la mise en œuvre du plan ;
- assurer une communication appropriée sur la mise en œuvre des réformes découlant de l'Accord-cadre.

La destinée du Comité Exécutif du MNS est actuellement présidée par Monsieur Claude IBALANKY EKOLOMBA en vertu de l'Ordonnance n°19/022 du 08 mars 2019 du

Président de la République le nommant Coordonnateur.

Le Comité Exécutif est structuré présentement comme suit :

- un Coordonnateur ;
- un Coordonnateur adjoint ;
- des Experts organisés en cellules thématiques ;
- un Secrétariat technique.

Le Conseil Consultatif, non encore opérationnel, est censé constituer un espace de dialogue et d'échanges, avec les Forces vives de la Nation, sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Le Comité Exécutif comprend sept cellules, à savoir :

- Cellule chargée des réformes du secteur de Sécurité ;
  - Cellule chargée des questions relatives à la consolidation de l'Autorité de l'Etat ;
  - Cellule chargée des questions de décentralisation ;
  - Cellule chargée de la réconciliation nationale, de la tolérance et de la démocratisation ;
  - Cellule chargée de la promotion du développement économique et social ;
  - Cellule chargée des réformes structurelles des institutions de l'Etat et des Finances ;
  - Cellule chargée de la lutte contre l'impunité des crimes graves et de l'administration de la justice.
- Un Secrétariat technique sert de service d'appoint au Comité Exécutif

### Adresse:

17, avenue de la Justice  
Kinshasa / Gombe (RDC).

Contact téléphonique :  
(+243) 89 63 53 840.

E-mail : mission-cdo@mns-suivi.com

## DÉVELOPPEMENT RDC-GRANDS LACS : **FÉLIX ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO** **ACCEPTÉ DE RELEVER LE DÉFI**



Le 5ème Président de la RDC, Félix Antoine TSHISEKEDI arborant un sourire rassurant

**L'année 2019 a auguré une nouvelle ère en République Démocratique du Congo, avec l'arrivée de Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO comme Président de la République, à l'issue d'un processus électoral qui marque de manière indélébile toute l'histoire de ce joyau d'Afrique grâce à la première réelle alternance au sommet de l'État.**

**Décidé à changer les choses et à redorer davantage l'image de l'ancienne colonie belge, le 5ème Président de la RDC s'est lancé, sans attendre, dans une série de travaux herculéens menés de front. Le développement, la diplomatie et le social en passant par la pacification sont les secteurs dans lesquels le Président congolais s'est déployé avec abnégation depuis le début de son mandat.**

### **Le retour de 100 000 congolais de la diaspora**

Quelques semaines seulement après son installation comme Président de la Rdc, Félix TSHISEKEDI a effectué un voyage à Nairobi au Kenya, une

mission pour consolider les liens entre les deux pays-frères, qui lui a également, permis de s'entretenir avec les congolais s'y trouvant. Un bel échange au cours duquel le père de la Nation congolaise a lancé un vibrant appel à tous les congolais de la diaspora, leur

demandant de revenir contribuer à la reconstruction de leur pays. Inimaginable pour beaucoup et pourtant à ce jour, la Direction Générale de Migration (DGM) enregistre à ce jour plus de 100 000 retours des congolais sur le territoire national.



**La libération des prisonniers politiques et d'opinions !**

Reconstruire le pays, réussir le pari de son développement c'est aussi compter sur tous les congolais sans tenir compte de leurs orientations politiques. Le Président TSHISEKEDI avait solennellement promis lors du discours présentant son Programme d'urgence, la libération des prisonniers politiques et d'opinions, mais aussi le retour des exilés politiques.

Alors que beaucoup considéraient cela comme un coup de communication, le Président congolais a pris ses détracteurs à contre-pieds. Franck DIONGO, DIOMI NDONGALA, CARBONE BENI, Firmin YANGAMBI, des détenus politiques qui ont vu leur séjour carcéral prendre fin sur décision du Chef de l'État, avant que les provinces démembrées de l'ancien Katanga accueillent Moïse KATUMBI CHAPWE sur le sol katangais.

**Le rétablissement de la relation avec la Belgique**

Il aura fallu une alternance politique démocratique, un interlocuteur valable pour que la Maison Schengen rouvre ses portes 13 mois après les avoir fermées suite à une rupture de communication avec le Congo.

Le 22 février 2019, François BEYA, envoyé spécial du Président Félix TSHISEKEDI et le chargé d'affaires de l'Ambassade de Belgique en RDC, Philippe BRONCHAIN ont signé un accord scellant les nouvelles clauses de la relation entre le Congo et l'espace Schengen. Le malaise est donc passé, et le partenariat avec l'Europe peut se poursuivre à la grande satisfaction des congolais déprimés à la suite des démarches consulaires qui commençaient à friser l'humiliation. La formule TSHISEKEDI convainc et rassure.

**Les grands travaux de reconstruction**

Avec l'aide des congolais experts en infrastructures et aménagement du territoire, le Président Félix TSHISEKEDI a réalisé que le Congo dont il prend les commandes est une vaste étendue en manque criant d'infrastructures



dignes de son rang. Il a décidé d'ouvrir des chantiers sur tout le territoire, du nord au sud, de l'ouest à l'est afin de doter son pays des routes et autres voies de communication respectant les standards internationaux.

Pour y arriver, pas besoin de la main-d'œuvre étrangère quand l'expertise nationale peut faire ses preuves. L'Office des Routes et l'Office de Voiries et Drainage (OVD) ont mis le cœur à l'ouvrage pour faire sortir de terre quelques réalisations qui suscitent curiosité, contemplation et admiration.

De Kinshasa à Kisangani dans la province de la Tshopo en passant par le Kasai, des ouvrages géants sont remarquables.

Le mois de décembre prochain est censé marquer la fin des embouteillages dans la capitale congolaise grâce aux multiples sauts-de-moutons en pleine construction dans les 4 coins de Kinshasa.

Il s'agit de compléter la liste des réalisations à Kinshasa par la construction de nombreuses routes telles que Luambo Makiadi ex Bokasa dans la commune de Kinshasa, Saïo dans la commune de Kasa-vubu, Sablière à N'djili et Université traversant les communes de Limete, Kalamu, Makala, Ngaba, Lemba et Mont-Ngafula.

Rallier la Province du Maniema par Kisangani n'est plus chimérique depuis avril dernier, deux majestueux ponts ont été jetés sur les rivières Lubunga et Wanyekurula.

Le Président Félix TSHISEKEDI,

conscient de l'apport des voies de communication dans la lutte contre la pauvreté, s'est investi pleinement dans le processus de reconstruction afin d'optimiser l'autosuffisance alimentaire.

**Lutte contre l'enrichissement illicite**

En République Démocratique du Congo, le patronyme TSHISEKEDI est intimement lié à la lutte contre les antivaleurs au sein de la société.

Et le Président de la RDC n'est pas prêt à changer cela. Tenez, depuis son arrivée à la tête du pays, de nombreuses enquêtes ont été diligentées contre des personnes publiques même en fonction dont les noms sont cités dans des affaires mafieuses de détournement de deniers publics ou encore d'enrichissement illicite. La dernière affaire en date concerne un ancien Ministre de la Santé soupçonné d'avoir volontairement mis un frein dans la riposte contre Ebola suite à une mauvaise affectation des ressources rendues disponibles par le Gouvernement.

Une détermination à débarrasser le pays des ivraies politiques afin de le doter des dirigeants respectables et intègres.

Outre ces réalisations présentées dans le cadre du programme d'urgence du Président de la RDC, Félix TSHISEKEDI, de nombreuses autres sont à relever dans les domaines de la diplomatie, de la pacification, de la santé et du social.



### Diplomatie-Pacification

Élu 2ème Vice-président lors du dernier Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, Félix TSHISEKEDI a rapidement compris sa mission sur le échiquier continental et, c'est à bras-le-corps qu'il s'attèle dans la diplomatie africaine.

Officiellement installé Président de la RDC le 25 janvier 2019, l'homme n'a pas attendu longtemps pour comprendre les rouages de la diplomatie en Afrique Centrale et particulièrement dans la région dite des Grands Lacs (...).

Tout à tour, il a été rencontré ses homologues kenyan, angolais, ougandais, burundais et le doyen Denis Sassou NGESSOU, son plus proche voisin de Brazzaville.

De toutes les rencontres, celles avec le Président du Rwanda, Paul KAGAME ont été les plus sensationnelles. Lors du sommet de l'Union Africaine en février dernier, les deux hommes sont restés en tête-à-tête de nombreuses minutes avant de se rencontrer à nouveau en mai dernier à Kinshasa lors d'une tripartite à laquelle avait aussi pris part le Président Angolais LOURENÇO. Dans son élan de pacification de la sous-région des Grands Lacs, Félix TSHISEKEDI a exprimé son désir de créer une force africaine afin de lutter contre le terrorisme grandissant en Afrique.

Le Président congolais a toujours fait de la paix son cheval de bataille, et il ne lésine nullement sur les moyens

pour matérialiser cela, car estime-t-il, le continent ne saura décoller dans son développement dans une atmosphère d'instabilité.

### Développement

La RDC a tenu, pour la première fois de son histoire, un forum sur l'Electricité. En organisant ces assises, le Président TSHISEKEDI a voulu mettre toutes les forces vives du pays, experts en électricité, ingénieurs, bailleurs de fonds et investisseurs autour d'une table afin que leurs idées novatrices transforment le rêve congolais de devenir un géant électrique, en une réalité.

De la même manière que la paix est indispensable au développement du-

table, le courant électrique l'est tout aussi, rassure le Président de la RDC, convaincu que cela est un préalable pour la relance économique au Congo. C'est d'ailleurs ce qui justifie toutes ces découvertes dans le monde sur la facilitation de l'accès au courant électrique. Une démarche qui devient au cœur de tous les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

En ouvrant les portes de ce forum, le Président Félix TSHISEKEDI a déploré la peine causée à plusieurs familles, à toutes ces femmes et à ces enfants, qui effectuent au quotidien des centaines de kilomètres pour chercher du bois de chauffe. Un tableau sombre causant une perte annuelle d'au moins 600 000 personnes suite à l'intoxication au charbon de bois.

Il convient de noter que, totalement traversée par le majestueux fleuve Congo, deuxième en Afrique après le Nil, la RDC en a profité pour ériger vers les années 1970, le barrage hydroélectrique d'Inga. Un vaste projet dont la réalisation est programmée en trois temps, Inga 1, 2 et 3 devant ainsi faire du pays de Lumumba la plus grande réserve en électricité du Continent. Dans cette perspective, Félix TSHISEKEDI a mis tout un Ministère chargé de l'électricité afin de jeter un pont entre les énergies d'hier et celles dites renouvelables stables et de grande qualité afin d'ouvrir la porte à de nombreux investissements dans tous les secteurs de la vie.

Extrêmement riche de par sa faune (réserve mondiale en espèces animales

rare), sa flore (forêt équatoriale, deuxième plus grand fournisseur d'oxygène du monde après l'Amazonie) et surtout ses minerais aussi rares qu'exceptionnels (Coltan, cuivre, cobalt, manganèse, diamant, or, pétrole, uranium, etc.), la République Démocratique du Congo n'est pas très loin de devenir ce paradis terrestre dont le monde des investissements ne cessent de parler. Pour le Président TSHISEKEDI, le blocage est causé par le manque d'industries de transformation, une grosse épine sous les pieds de l'économie congolaise, longtemps entretenue par les soucis en électricité, lesquels sont entraînés d'être écartés par la détermination du Chef de l'État congolais.

Le développement de la RDC c'est aussi par voie maritime. Le vaste projet de l'érection du Port en eaux profondes de Banana dans la Province du Kongo Central est déjà considéré comme le futur grand vivrier de la RDC. Ne pouvant pas voir accoster des navires à grand tonnage aux ports de Matadi et Boma, la RDC s'est toujours fait manger des pions par Pointe Noire (Congo Brazzaville) et Dar-es-Salaam (Tanzanie) dont les ports maritimes sont plus compétitifs.

Une meilleure desserte en électricité accélérera donc la transformation de ce grand rêve congolais en une fracassante réalité.

Par cette prouesse maritime, la RDC



Aux côtés de ses homologues, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI porte la RDC



tient à s'ouvrir au grand monde des affaires, une ouverture qui se veut aussi nationale. Les populations congolaises sont aussi paysannes. De nombreux congolais vivent des produits de leurs activités agro-pastorales à faible comme à grande échelle.

Une force non négligeable s'inscrivant parfaitement dans la nature bénie du sol, du sous-sol, des cours d'eaux, de la flore et de la faune congolais. Qui, cependant, entre en contraste avec la vie des congolais incapables d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le problème, puisqu'il en existe un, le Congo, ce pays grand de 2 345 410 Km<sup>2</sup>, ne dispose pas des voies de communication pouvant rendre possible l'acheminement des marchandises par routes ou encore par voies ferrées. Pour palier cela, des marteaux-piqueurs, des niveleuses et autres engins mécaniques sont entrés en scène depuis quelques mois à travers la République afin de relier les provinces entre elles, désengorger les grands centres comme la capitale Kinshasa où des sauts-de-moutons en érection retiennent l'attention des passants, Lubumbashi ou encore Kisangani, et faciliter le commerce des congolais avec des potentiels clients pouvant provenir des neuf pays limitrophes à la RDC dont ceux des pays des Grands Lacs.

### Social

La République Démocratique du Congo compte près de 80 millions d'habitants dont plus de la moitié

composent la couche la plus vulnérable de la société. Une situation quasi scandaleuse pour ce pays, un des plus riches d'Afrique et du monde.

Le congolais a toujours vécu dans le manque même du strict minimum, aucun mécanisme social efficace n'est mis en place pour soulager la souffrance de ce peuple vivant au quotidien, un peu comme un armateur naviguant à vue. Aux grands maux, de grands remèdes dit-on. Après des études minutieuses et des concertations avec les forces vives, quelques avancées notables ont été notées :

- La gratuité de l'enseignement primaire (enseignement de base) : à une époque de l'histoire de la RDC, l'enseignement était gratuit à tous les niveaux. Des frais amortis par le seul budget de l'État amplement suffisant pour se permettre cet exploit que certains pays occidentaux ne pensaient pas rêver. Mais pour les générations ayant vu le jour après les années 1970, cela n'était qu'une épopée jusqu'au 20 août 2019 lorsqu'une décision du Président de la République rend effective la gratuité de l'enseignement primaire pour l'année scolaire 2019-2020 et pour la postérité.

Au-delà de la gratuité, c'est tout le secteur de l'enseignement qui connaît des changements notables avec des constructions d'écoles à travers la République dont le bijou sorti de terre au camp militaire Tshatshi, voisin de la Résidence officielle du Chef de l'État ;

- La Santé pour tous : hier, la

RDC était fichée pays à l'origine de la maladie à virus Ebola, depuis la mi-août 2019, ce même pays est devenu le pays à l'origine des molécules qui éliminent complètement Ebola. De nombreuses guérisons ont suivi la découverte de ces molécules par le virologue congolais MUYEMBE TANFUM, qui a exprimé toute sa gratitude à l'endroit du Président TSHISEKEDI dont l'implication personnelle et l'accompagnement ont été un véritable déclic dans la découverte du vaccin miraculeux. Au cours du même mois, le Chef de l'État congolais a inauguré le premier centre hospitalier pour la classe moyenne dans la commune de Limete à Kinshasa, un complexe médical équipé des matériels de la plus récente technologie. Quelques mois auparavant, des centres médicaux militaires avaient totalement été réaménagés et réfectionnés après une visite du Président de la République ;

- Des logements sociaux : conscient de la précarité et de la promiscuité dans lesquelles vivent de nombreux congolais, le Président Félix TSHISEKEDI a levé l'option de franchir ce cap misère pour offrir un cadre de vie acceptable de type HLM en France, au congolais moyen. C'est dans cette optique qu'un millier de maisons préfabriquées ont été commandées. Ce premier lot sera implanté à Kinshasa avant que ce processus s'étende sur les 25 autres Provinces que compte la République.

Moins d'une année à la tête de la République Démocratique du Congo, le Président Félix TSHISEKEDI a amorcé de grandes activités tant au niveau politique que social et économique. Des efforts qui donnent une idée assez claire de sa vision « Le Peuple d'abord », consolidée par un programme à quatre (4) axes : Bonne gouvernance, l'Homme, Croissance économique durable et Société solidaire.

De quoi faire de lui un interlocuteur valable et un partenaire de haut vol pour le développement de toute l'Afrique en général et de la Sous-région des Grands Lacs en particulier ■



Le Président Félix Antoine TSHISEKEDI scelle l'effectivité de la gratuité de l'enseignement

**Claude IBALANKY**

# Investir en RDC, le Pays des raretés



La verdure du bassin du Congo dans toute sa splendeur

**2** 345 410 Km<sup>2</sup>, 80 millions d'habitants, quatre groupes linguistiques, des centaines d'ethnies et dialectes, ce sont des statistiques qui se présentent aux personnes qui découvrent la République Démocratique du Congo, ce majestueux pays dont la superficie 4 fois plus grande que la France et 80 fois la Belgique fait de lui le deuxième plus grand État d'Afrique après l'Algérie. Également un des plus

denses aux côtés du Nigéria et l'Égypte dont des agglomérations Lagos 12 090 000 et Le Caire 9 500 000 habitants tiennent la capitale congolaise Kinshasa et ses 12 millions d'habitants.

Pays au cœur de l'Afrique situé sur l'équateur, la RDC avec ses frontières communes de 9,165 km est entourée de 9 pays voisins (République Centrafricaine, Soudan, Angola, Zambie, République du Congo, Ouganda, Rwan-

da, Burundi et Tanzanie).

Bien avant sa découverte officielle par Henry Morton Stanley, le Congo a fasciné de nombreux mythes, fantasmes et rêves d'exploration depuis le vieux continent européen.

Traversé du nord au sud et de l'est à l'ouest par le majestueux fleuve Congo, deuxième fleuve en Afrique après le Nil en Égypte et la forêt équatoriale, deuxième poumon mondial en terme de réserve en carbone après l'Amazo-

nie, le Congo est considéré comme un des paradis sur terre. De par sa végétation bénie par une verdure naturelle inestimable et son climat favorable, deux saisons (sèche et pluvieuse) rendant ainsi admirable la vie en Rdc.

À proximité de l'équateur, dans la province du Nord-Kivu, on trouve le troisième plus haut sommet d'Afrique



(Mont Stanley) couvert de neiges éternelles : le Pic Marguerite du massif du Ruwenzori qui culmine à 5.119 mètres (juste derrière le Kilimandjaro et Mont Kenya).

Avec une richesse du sol et du sous-sol sous-évaluée à des centaines de milliards de dollars américains, la RDC peut se vouloir exigeante quant à la nature des investissements qui se présentent à elle. La RDC c'est aussi, un scandale géologique, avec des teneurs incomparables en minerais parmi

les plus précieux au monde. Des diamants dans les provinces des Kasai et Bandundu, 6% des réserves pétrolières d'Afrique dont le bassin côtier de 5 992 Km<sup>2</sup> dans le Kongo central, de l'or dans la partie Nord-Est, la capitale du cuivre, du cobalt et de l'uranium (les provinces de l'ancien Katanga démembré en Tanganyika, Lualaba, Haut-Katanga et Haut-Lomami) et le coltan dans sa partie Est font de la RDC ce genre des pays à visiter, mieux à explorer.

La RDC c'est aussi 7 parcs nationaux et 57 réserves avec la présence entre autres de 4 espèces endémiques notamment les gorilles de montagne, les okapis, les bonobos et les paons congolais.

Autre caractéristique impressionnante : un potentiel hydroélectrique de 100 000 mégawatts représentant 23% du potentiel mondial et 37% du potentiel africain ; 80 millions d'hectares des terres irrigables dont seulement près de 10% exploitées actuellement ; le réseau hydraulique de la RDC qui couvre environ 77.810 Km<sup>2</sup> est constitué de quantité de lacs et rivières, dont les fameux Grands Lacs (Victoria, Tanganyika, Kivu...) à cheval sur les pays voisins à l'Est, et qui comptabilisent aussi des records au niveau africain et mondial.

En quelques lignes, entrez davantage dans l'intimité du Grand Congo à travers quelques-unes de ses particularités.

### Robot-roulage

Circuler au Congo et particulièrement à Kinshasa n'est pas exempt de curio-



sité et d'étonnement. La principale attraction dans les carrefours, c'est sans nul doute la présence de ces automates commis à la régulation de la circulation routière. Il y a les feux, les agents de circulations et des robots pour assurer la fluidité de la circulation. Une première mondiale inventée par une

ingénieure congolaise, diplômée de l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées (ISTA) de Kinshasa. Une invention convoitée et adoptée par d'autres pays africains, qui expriment la fierté d'utiliser une technologie novatrice issue d'une intelligence africaine.

### Le pays des raretés

En 1925, le premier parc animalier sur



le continent africain a été inauguré au Congo, dans sa partie Est, supplantant le Rwanda et l'Ouganda voisins. C'est le Virunga autrefois Parc Albert. Un immense parc animalier, patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1976, réputé pour sa biodiversité exceptionnelle, des espèces rares telles que les gorilles de Montagnes et les Okapis y sont admirés.

Il y a aussi le Parc Garamba dans les provinces de Bas et Haut-Uélé à quelques encablures de la frontière avec le Soudan du sud. Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980, c'est le domaine des rhinocéros blancs, des girafes et des buffles.

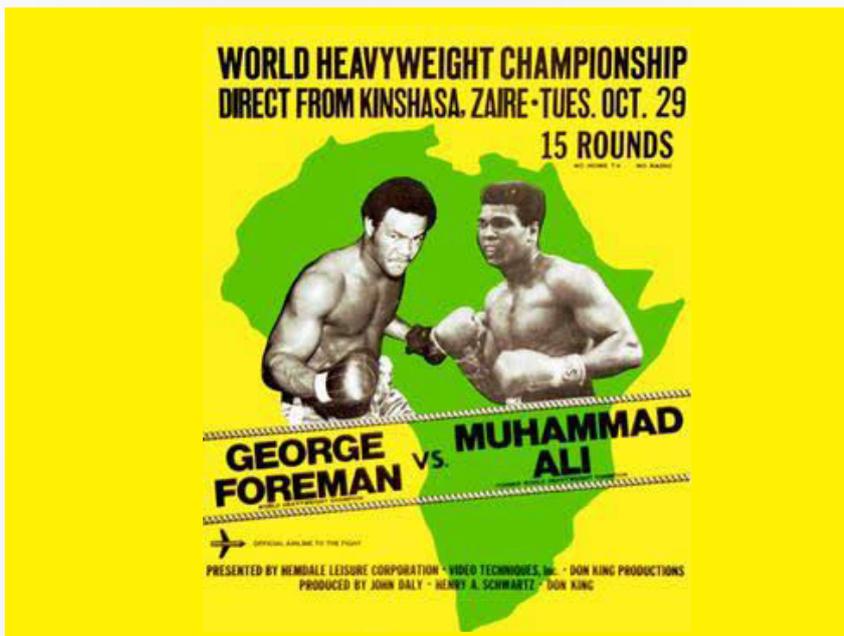
### Une passion pour les Sports

Dans le domaine des sports et parti-



culièrement celui du football, la RDC est une page d'histoire. Premier pays d'Afrique noire à prendre part à la Coupe du Monde. En effet, en 1974, les Léopards du Zaïre (ancienne appellation de la RDC) conduits par le sélectionneur Yougoslave Vidinic, remportent la Coupe d'Afrique des Nations pour la deuxième fois et se qualifient pour la coupe du monde qui



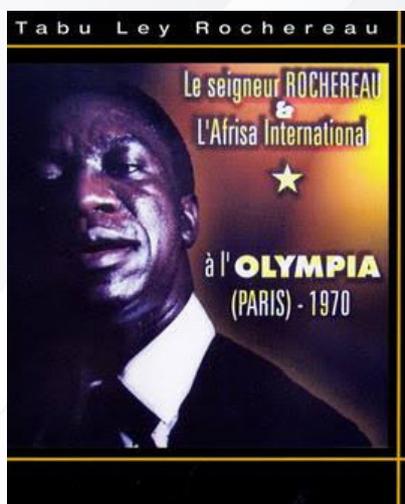


se joue en Allemagne la même année. Dans un même groupe que l'Ecosse, la Yougoslavie et le Brésil, les congolais quittent la compétition dès le premier tour avec 0-9 infligé par les yougoslaves. Inexpérience, manque de professionnalisme disaient des critiques sportifs sans que cela n'écornât l'exploit des Léopards, celui de se qualifier à cette grande célébration mondiale. Des décennies plus tard, le football congolais reste parmi les mieux classés d'Afrique notamment grâce à son club mythique « le Tout-puissant Mazembe », première équipe africaine à jouer la finale de la Coupe du Monde des clubs. Une belle affiche l'ayant opposé à l'Inter Milan de Samuel Eto'o. Quelques noms rattachés à la RDC : MUTOMBO DIKEMBE (ancienne gloire de la NBA), SHABANI NONDA (meilleur buteur de la ligue 1 en 2004 avec Monaco), ROMELU LUKAKU (médaillé de bronze au mondial Russie 2018 avec la Belgique), Claude MAKELELE, Junior ILUNGA MAKABU (champion de boxe catégorie WBC), etc.

### La Capitale africaine de la Musique

Les récentes générations parlent encore de la musique de Papa WEMBA, KOFFI OLOMIDE, des Wenge ou encore des plus jeunes, Fally et Ferré. Cependant, le plus grand musicien congolais reste assurément Pascal TABU LEY dit Rochereau, un mérite

que lui attribuent sa discographie et ses prouesses sur scène. Un doute existe sur l'exactitude du nombre des titres signés de sa main, mais des spécialistes parlent d'une discothèque allant de 500 à 1000 chansons voire plus. Un record très loin d'être égalé à ce jour, cinq ans après la disparition de ce dernier. Les jeunes pousses connaissent Rochereau par le biais de son fils, un autre grand artiste de renommée internationale, Youssoupha, le rappeur et lyriciste naturalisé français. Impossible de parler TABU LEY sans évoquer l'Olympia de Paris. Fin 1970, Bruno COQUATRIX, propriétaire



de l'Olympia veut rouvrir les portes de cette salle mythique de France qu'il a fermées quelques mois plus tôt pour des travaux.

Dans sa ferveur, Bruno COQUATRIX effectue le déplacement de Kinshasa pour signer Rochereau. Ainsi, le 12 décembre 1970, TABU LEY et ses poulains dont l'heureux SESKAIN MOLENGA (l'homme qui a imposé la batterie dans la musique congolaise et africaine), montent sur la scène de l'Olympia pour y livrer 34 prestations en 16 jours dont deux en stars et les autres en premières parties de Julien CLERC et de Catherine VALENTA. Cette tournée de Rochereau était dénommée « Fanfare nationale du Congo-Kinshasa ».

Les éléments ci-haut évoqués reflètent certes les potentialités et richesses rattachées à la République Démocratique du Congo, cependant, ils ne peuvent faire de l'ombre au plus bel atout de ce



pays, qui est son peuple. Des quatre coins du pays, c'est un packaging complet mettant sourire, l'accueil, l'inventivité et la force de travail du congolais. Impossible de visiter le Congo et ne pas tomber sous le charme du mode de vie de son peuple.

Tel un phénix renaissant de ses cendres, la RDC a survécu à de nombreuses affres qui auraient rayé beaucoup de pays de la carte. Aujourd'hui, la voilà régénérée, vivante et prête à contribuer au développement durable de toute l'Afrique et de la Sous-région des Grands Lacs en particulier grâce à aux différentes potentialités et opportunités qu'elle présente pour les investissements

Martin ZIAKWAU

# RDC-GROUPE DE LA BAD

## 1973-2019 : 46 ans d'un fructueux Partenariat



Au centre le Président de la BAD, entouré des partenaires du Groupe

Le développement de la République Démocratique du Congo comme celui de plusieurs autres pays africains en général et ceux de la Région des Grands Lacs en particulier, passe non seulement par les efforts des politiques ou encore des peuples, mais nécessite également l'existence des partenaires crédibles et permanents.

Parmi les partenaires du développement de la RDC se place en tête de gondole la Banque Africaine de Développement (BAD).

Cette dernière a pour objectif premier de faire reculer la pauvreté dans les pays africains en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. À cet effet, la BAD mobilise des ressources pour promouvoir l'investissement desdits pays et leur fournit une assistance technique ainsi que des conseils sur les politiques économiques, sociales, et institutionnelles à mettre en œuvre.





Le Pdt de la BAD, AKIMWINI ADESINA serrant la main du Chef de l'Etat congolais lors de sa visite à Kinshasa

**Fonctionnement et Accompagnement**

Le Groupe de la BAD se compose de trois entités distinctes :

La BAD elle-même de manière générale soutient le développement des États (prête aux conditions du marché) ; le Fonds Africain de Développement (FAD), qui contribue à la promotion du développement économique et social des pays peu développés en leur octroyant des financements dits concessionnels, et enfin le Fonds Spécial du Nigeria (FSN). Ces deux dernières structures forment les deux bras pourvoyeurs de prêts concessionnels et de dons.

Le capital de la BAD est de 67,7 milliards d'Unités de Compte (UC), équivalent à 104 milliards de dollars américains, une coquette enveloppe constituée grâce aux contributions des donateurs et des pays membres.

C'est en 1973 soit neuf ans après la création de la BAD que le Zaïre (ancienne appellation de la RDC) ayant exprimé son désir d'être à la tête du développement continental a adhéré à la BAD. Et depuis, la BAD a toujours accompagné la RDC dans sa marche vers le développement.

À ce jour, le pourcentage de droits de vote du pays est de 1,279% au 30 juin 2019 faisant de la RDC, un membre

capital de cette institution africaine. Il sied de noter qu'au 31 décembre 2018, le portefeuille total du secteur public du Groupe de la Banque en République Démocratique du Congo comprenait 31 opérations pour un montant cumulé d'engagements nets de 1.020,665 millions d'UC (MUC) soit 25 opérations nationales d'un montant total de 895,767 millions d'Unités de Compte et 6 opérations régionales d'un montant total de 124,90 millions d'Unités de Compte, dont 44,4 millions d'Unités de Compte approuvées en 2013 en appui du développement d'Inga (le vaste barrage hydroélectrique situé dans la province du Kongo Central, dans la partie ouest de la RDC, dont l'optimisation peut desservir toute l'Afrique en courant électrique).

Le portefeuille national se répartit comme suit : 79% sur le secteur des Infrastructures (Transport, Énergie, Eau et Assainissement), 12% sur le secteur de l'Agriculture, 8% sur le secteur de la Gouvernance, 4% sur le secteur extractif, 2% sur le secteur social, et 1% sur le secteur financier.

**RDC-BAD en 2019**

En 2019, le programme d'intervention de la BAD en RD Congo a considéré les opérations suivantes :

- Projet de réhabilitation de la route nationale n°1 section Kinshasa/ Nd'jili-Batshamba pour un montant 50,57 millions d'UC. Ce projet a été approuvé le 26 juin 2019 ;
- Projet d'Appui au développement des Chaînes de valeurs Agricoles dans six provinces de la RDC (PACA-6P), qui a été approuvé le 28 mai 2019 pour un montant de 20 millions d'UC ;
- Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du COBALT (PABEA-COBALT), approuvé le 17 avril 2019 pour un montant de 60 millions d'UC ;
- Projet d'Appui au développement économique rural intégré. Il est prévu au calendrier des Conseils pour octobre 2019. Il sera financé par les ressources du Fonds Africain de Développement (FAD) ou Fonds d'Appui à la Transition (FAT) à hauteur de 60 millions d'UC ;
- Projet de voies d'accès au pont route-rail entre la République du Congo et la République Démocratique du Congo pour un montant de 40 millions d'UC, projet prévu pour être examiné par le Conseil de la Banque en novembre 2019

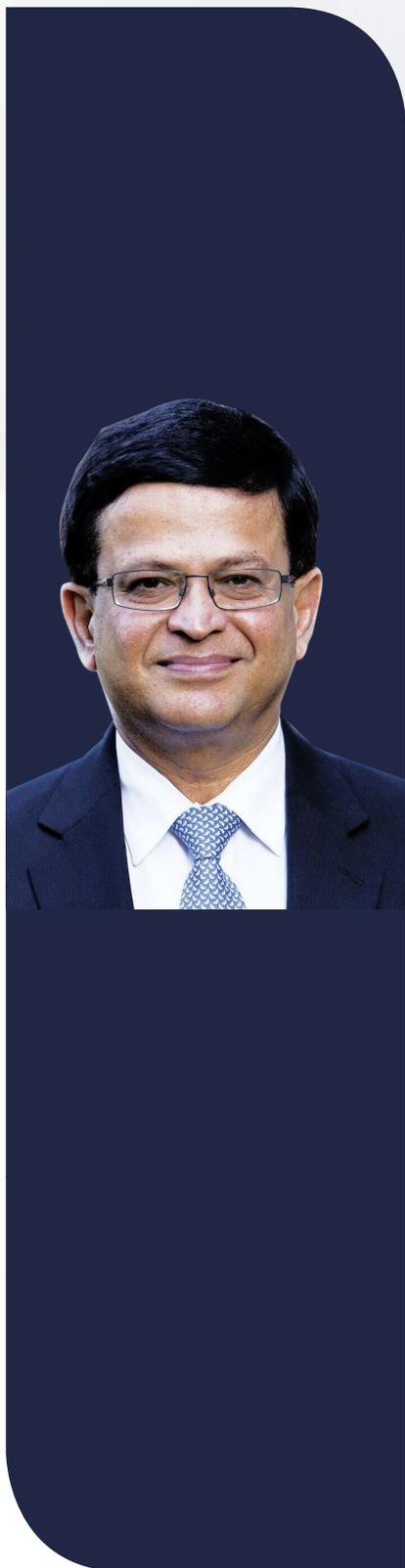
**Yvette NGANDU**

# BIOGRAPHIE

**Intervenants / Modérateurs  
de la Conférence**

# Seth NIKHIL

Intervenant



**A**ctuellement assistant du Secrétaire général des Nations-Unies et Directeur exécutif de l'Unitar, M. NIKHIL, de nationalité indienne, cumule plus de 35 ans de service en tant que fonctionnaire National et International. Titulaire d'une maîtrise en Économie de l'Université de Delhy, où il a également enseigné l'économie au Saint Stephan's College, il lui est reconnu une vaste expérience dans la Direction, le Soutien et la Gestion des portefeuilles complexes et processus intergouvernementaux, notamment les sommets et conférences des Nations-Unies dans les domaines Economique, Social, et Environnemental.

M. NIKHIL est aussi Directeur de la Division du développement durable du Département des Affaires Économique et Social (DAES). Il a également occupé le poste de Chef de bureau du Secrétariat Général de la Conférence des Nations-Unies sur le développement durable (RIO+20) et a soutenu le processus de suivi, notamment les travaux relatif au programme du développement pour l'après 2015. Son activité a été saluée lors de la troisième Conférence Internationale sur les petits États insulaires en développement.

Au cours de sa carrière aux Nations-Unies, qui a débuté en 1993, M. NIKHIL a successivement occupé les postes ci-après :

- Directeur du Bureau de l'Appui au Conseil Economique et Social et de Coordination (2006-2011) ;

- Secrétaire du Conseil Économique et Social ainsi que de la deuxième Commission du Conseil Général lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies (2004-2006) ;

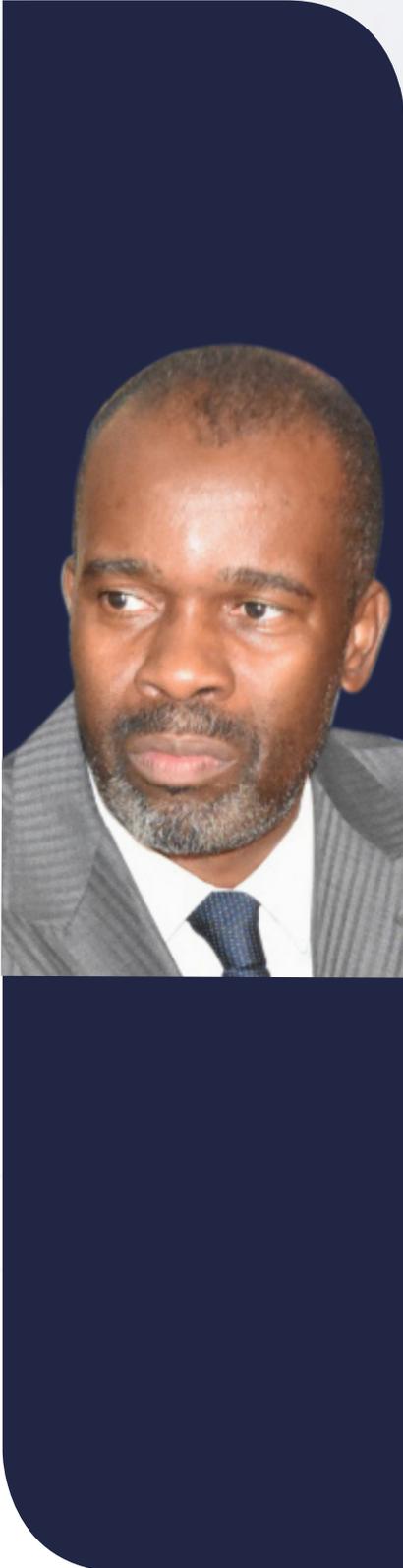
- Chef du Service de la Coordination des Politiques à la Division de l'Appui et de la Coordination du Conseil Economique et Social (2001-2003) ;

- Assistant du Chef de bureau du Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Economiques et Sociales (1993-2001).

Avant de rejoindre les Nations-Unies, M. NIKHIL a longtemps travaillé dans le monde diplomatique de son pays, l'Inde et ce, depuis 1980. Il a notamment été délégué de la Mission permanente de l'Inde auprès des Nations-Unies à New York (1990-1993) avant de se rendre à Genève en Suisse et en République Démocratique du Congo

# Claude IBALANKY EKOLOMBA

## Intervenant



Il passerait pour « monsieur tout le monde » auprès du grand public, et pourtant, celui qui est, à la fois très actif et très effacé se compte parmi les hommes du Chef de l'État congolais, Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO. Un côté du carré d'AS du Président.

À la tête du Mécanisme National de Suivi de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba, au titre de Coordonateur, Claude IBALANKY promet « d'achever ce grand projet sous-régional et surtout d'aider le Chef de l'Etat à restaurer la paix ».

Conseiller Spécial de Félix Antoine TSHISEKEDI alors Président de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), il réussit à se créer une image honorifique au sein du parti UDPS, où la majorité des militants le considèrent comme « l'oreille du Chef ». Un statut qui fait de lui aujourd'hui une personnalité incontournable dans la lutte contre l'insécurité et la promotion du développement de la République Démocratique du Congo, principale priorité du Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.

Lors de sa prise de fonction en qualité de Coordonateur du MNS, l'homme a vite compris que cette structure à la tête de laquelle il est placé, revêt une extrême importance.

Contrairement à l'image d'une coquille vide répandue par des personnes ignorant tout de l'accord d'Addis-Abeba, le Mécanisme National de Suivi revêt une charge multidimensionnelle tant il s'occupe des branches ayant trait à la diplomatie, à la sécurité, à la défense, à la paix mais aussi et surtout au développement de toute la région des Grands Lacs.

Participer à la dynamique de développement, ce nouveau nom de la Paix, tel est le credo de Claude IBALANKY EKOLOMBA.

Une mission qui est la bonne peinture aux pieds de Claude IBALANKY dont le cursus universitaire et professionnel, n'occasionne qu'admiration.

Titulaire d'une Maîtrise (Bac+6) en Économie appliquée avec une spécialisation en Marketing international de l'Université de Pretoria (Afrique du Sud) et d'une Licence d'Ingénieur industriel avec une spécialisation en Gestion de production et des opérations de l'Université de Johannesburg toujours en Afrique du Sud, Claude IBALANKY EKOLOMBA cumule une expérience professionnelle de 20 ans.

Ancien Cadre supérieur auprès des Multinationales, il a notamment été :

- Directeur Afrique chez Hewlett-Packard (HP) ;
- Directeur commercial chez IBM ;
- Directeur Afrique chez Sun Microsystems.

Claude IBALANKY EKOLOMBA a été également plusieurs fois récipiendaire pour de nombreux prix à Chicago aux États-Unis d'Amérique, à Johannesburg et ailleurs.

Voilà donc un parcours universitaire, professionnel et politique, qui fait du Coordonateur du Mécanisme National de Suivi, le choix de la raison pour porter haut l'étendard du développement de la République Démocratique du Congo dans la Région des Grands Lacs 🇨🇩

# MBUYAMU I. MATUNGULU

## Intervenant



internationale à l'école Fletcher de l'Université de Tufts près de Boston.

Entre 1986 et 1992, il est conseiller spécial du Vice-Gouverneur de la Banque centrale du Zaïre, plusieurs fois Conseillers aux Ministères du Budget, du Plan, du Commerce Extérieur et des Transports. En 1992, il est engagé par le Fonds Monétaire International (FMI) à Washington en tant qu'économiste. Il déploie toutes ses qualités de travailleur acharné et perfectionniste jusqu'en 1998 quand il est désigné Représentant résident du FMI au Cameroun.

Durant son mandat, il permettra au Cameroun de bénéficier d'un allègement de sa dette extérieure au titre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

En 2001, il fait partie du gouvernement du Président honoraire Joseph KABILA, comme Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. C'est à ce titre qu'il est chargé de superviser la mise en œuvre d'une grande réforme de l'économie congolaise.

Il a ainsi maîtrisé l'hyperinflation, rendant la croissance de nouveau possible après des décennies de contraction de l'économie.

C'est au cours de l'exercice de monsieur MATUNGULU à la fonction de Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget que la relation entre la RDC et les Institutions

de Breton Woods, FMI et Banque Mondiale est rétablie. Une relation qui était sérieusement entamée sous Mobutu et Laurent-Désiré KABILA.

Le 17 février 2003, le Ministre MATUNGULU résigne sa fonction suite à la position de son gouvernement concernant les questions de gouvernance économique et retourne au Fonds Monétaire International.

De 2003 à 2014, comme Représentant pays du FMI, Monsieur Matungulu était chargé du suivi des programmes des réformes économiques dans plusieurs pays incluant ainsi l'Afrique et les Caraïbes.

En décembre 2014, MATUNGULU obtint une retraite anticipée du FMI afin de retourner dans son pays d'origine la RDC, où il a participé à la dernière élection présidentielle du 30 décembre 2018.

MATUNGULU ILANKIR a rejoint le Conseil de la Banque Africaine de Développement (BAD) en août 2019.

Il est actuellement le Directeur Exécutif pour la région Afrique Centrale (Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, République du Congo et République Démocratique du Congo) 🇷🇵

**N**é en République Démocratique du Congo en 1955, MATUNGULU MBUYAMU est un économiste congolais. Il décroche sa licence en Sciences économiques, option économie internationale et monétaire en 1977.

En 1980, il bénéficie d'une bourse d'études du gouvernement américain et s'envole pour les États-Unis où il décroche avant tout un diplôme d'anglais et d'économie à l'Université de Colorado, un autre en 1981 à l'Université d'État de New-York à Buffalo avant de décrocher un autre titre en économie

# Leila ZERROUGUI

Intervenante



spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, tous des haut-fonctionnaires de renom.

Depuis janvier 2018, c'est Madame Leila ZERROUGUI qui est portée au sommet de ladite mission comme Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio GUTERRES. Un choix judicieux en faveur d'une personne qui connaît bien la RDC pour y avoir été accréditée depuis 2008.

## En quelques mots :

Leila ZERROUGUI est une haut-fonctionnaire internationale de nationalité algérienne. Elle est née en 1956 à Souk-Ahras en Algérie. À la fois Magistrate et Diplomate, Madame ZERROUGUI est une experte juridique avérée en matière de droits de l'homme et en administration de la Justice. Diplômée de l'École Nationale d'Administration d'Alger en 1980, elle a fait carrière dans la magistrature de son pays, successivement comme juge de tribunal de première instance de 1980 à 1986, puis juge de cour d'appel à Alger et Blida jusqu'en 1997.

Après un passage au cabinet du ministre de la Justice à partir de 1998, elle est nommée en 2000 conseillère à la Cour suprême et parallèlement elle occupe les fonctions de consultante à la Présidence de la République jusqu'en 2008 et fait partie de la Commission nationale de la réforme de la justice. Leila ZERROUGUI est membre experte de groupes de travail et de comités de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.

En 2001, elle devient membre du groupe de travail sur la détention arbitraire au sein de cette instance (remplacée par le Conseil des Droits de

l'Homme des Nations Unies en 2006) dont elle est présidente et rapporteuse de 2003 à mai 2008.

De 2000 à 2004, elle est experte et rapporteuse spéciale de la sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Elle remplit plusieurs missions onusiennes sur la Chine et le Tibet en 2004 et sur le camp de Guantánamo en 2005.

En mai 2008, elle est nommée représentante spéciale adjointe pour la République Démocratique du Congo (RDC) et adjointe au chef de la Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) puis mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO).

Le 13 juillet 2012, elle est nommée représentante spéciale du Secrétaire Général de l'ONU pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

Le 27 décembre 2017, elle est nommée par le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio GUTERRES, comme sa représentante spéciale pour la République Démocratique du Congo et comme chef de la MONUSCO. Elle a officiellement pris ses fonctions en janvier 2018.

Loin de ses bureaux de la MONUSCO, Madame ZERROUGUI collabore dans des revues spécialisées abordant les droits de l'homme ou encore l'Administration de Justice. Elle est également professeure associée à l'École Supérieure de la Magistrature d'Algérie et membre de la Fondation Arabe des Droits de l'Homme (Arab Human Rights Fund) 🇳🇵

La République Démocratique du Congo accueille depuis deux décennies la plus grande mission onusienne dans le monde, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) autrefois Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC).

Plusieurs personnalités internationales ont défilé à la tête de cette mission en RDC au titre de Représentante

# Alexandre KAYEMBE

Intervenant



**D**ans une nouvelle ère politique et économique depuis janvier 2019 avec la première alternance démocratique, la RDC a, plus que jamais, besoin des personnes compétentes pour sa gestion et son décollage. Parmi ces heureux élus, il y a Alexandre KAYEMBE, Conseiller spécial du Président de la République, Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, en charge des Infrastructures.

Avant sa nomination en mars 2019 comme Conseiller spécial, il était jusque-là, Président Directeur Général et Président du Groupe Petroafrica, une compagnie siégeant en Angola au même titre que d'autres Consultants en pétrole et gaz en 2014.

À ses débuts, sa compagnie se spécialisait essentiellement dans les conseils avant d'étendre son portefeuille d'activités en se lançant dans la passation des marchés, et la fourniture d'équipements, dans les services d'ingénierie, les conseils et formations.

Petroafrica Group travaille avec Total, Chevron, BP, ENI, SONANGOL, ESSO, etc. et collabore avec des filiales en République du Congo, en République Démocratique du Congo, au Mozambique, en Guinée équatoriale, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique, prévoyant ainsi de s'implanter au Ghana.

Il est détenteur du diplôme supérieur (Bachelor) en Comptabilité et Finances de l'Université de Londres et un Master en Leadership et durabilité de l'Université de Cumbria au Royaume-Uni.

Il est aussi titulaire d'un Certificat SAP FICO et est consultant en Affaires (business intelligent), mettant en pratique toutes ses connaissances au profit des solutions dans le pétrole, le gaz, l'automobile et le transport aérien.

Alexandre KAYEMBE a travaillé comme consultant pendant de nombreuses années pour diverses firmes telles que HP, Greenness, Air France, International Business Machines IBM business solutions, pour le Projet de Total dénommé UNISUP(SAP) entrepris dans quatre pays (Angola, Congo, Nigeria, et le Gabon).

Il a également été Conseiller de plusieurs Ministres africains chargés du Pétrole de manière permanente comme dans le cadre de partage des connaissances. Son expertise, sa disponibilité, il les a aussi mises à profit pour des associations à caractère social, des Églises et des ONG. C'est dans ce cadre qu'il est depuis 2006 Vice-Président de l'As Tshikunku, un club de football professionnel congolais 🇬🇦

# Huang XIA

Intervenant



**N**é en janvier 1962 à Zhu County près de la ville d'Hebei en Chine, M. XIA cumule 30 ans d'expérience diplomatique à travers le monde, notamment en Afrique, après avoir occupé plusieurs postes de haut niveau. Il a été Ambassadeur de Chine au Niger (2009-2012), au Sénégal (2012-2015) et au Congo (2015-2018).

Dernièrement, il a été Ambassadeur Itinérant du Ministère des Affaires Étrangères de Chine.

Auparavant, il a travaillé à l'Ambassade de Chine au Gabon, à l'Ambassade de Chine en France, et comme Maire adjoint du Gouvernement populaire de Jiamusi dans la Province de Helongjiang, en Chine.

Depuis janvier 2019, HUANG XIA est Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies, Antonio GUTERRES, pour la Région des Grands Lacs 🇰🇪

# Jean-Claude TCHATCHOUANG

Intervenant



**J**e a n - C l a u d e TCHATCHOUANG est un citoyen camerounais actuellement Directeur Exécutif au Conseil Exécutif du Groupe de la Banque Mondiale représentant le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, la Guinée Équatoriale, la République de Guinée, la République de Guinée-Bissau, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, les Iles Maurice, le Niger, le Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et la République du Togo.

Avant d'occuper ce poste, Monsieur Tchatchouang a servi à la Banque comme suppléant du Directeur Exécutif (2017-2018), Conseiller principal du Directeur Exécutif au sein de la même circonscription de 2003 à 2016 et économiste pays, quelques années auparavant (1996-1998).

Dans sa progression, Monsieur TCHATCHOUANG a exercé plusieurs fonctions, entre autres :

- Analyste financier principal, Fannie Mae, Washington, DC (2002-2003) ;
- Contrôleur, The Mitchell Group, Washington, DC (1988-2000) ;
- Économiste au FMI à Washington, DC (1992-1995) ;
- Chef de Division à la Banque Centrale des États de l'Afrique Centrale dont le siège se trouve à Yaoundé au Cameroun (1982-1992).

Monsieur TCHATCHOUANG est un Comptable public certifié et détient une Maîtrise internationale en Économie et Finances de l'Université américaine de Brandeis (1998).

Il est également titulaire d'une Maîtrise en Économie de l'Université de Yaoundé et est aussi un génie des statistiques qu'il a étudiées à l'Institut de la Statistique et d'Économie Appliquée de Yaoundé au Cameroun (1980) 🇨🇲

# Clémence BANDUNGILA TSHIBAMBA

Intervenante



**N**ée le 05 juin 1976 à Kananga dans l'actuelle Province du Kasaï Central, Clémence BANDUNGILA TSHIBAMBA a su se distinguer tant comme Haut-Fonctionnaire parmi les rares cadres féminins du secteur des hydrocarbures de la République Démocratique du Congo.

Détentrice d'une licence en Droit de la première promotion de l'Université Protestante au Congo, cette femme de poigne est en contact avec le secteur pétrolier depuis 1997 dans le cadre de ses recherches et stages académiques. Elle poursuit ses études par la formation continue en tant qu'étudiante en Master 2 sur le contrat public de l'Université de Lorraine-Epinal en France.

Elle a débuté sa carrière au sein de l'administration des Hydrocarbures en 1999, alors qu'au fil de temps, elle gravit les échelons jusqu'à celui de Chef de Division Juridique ayant en charge les contrats, conventions, protocoles d'accord et Accords du secteur pétrolier, assumant dans la foulée, la fonction de Secrétaire Permanent de la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, une première dans son service.

Madame BANDUNGILA Possède un caractère technique de formation diversifiée dans les domaines liés au secteur des Hydrocarbures avec un

parcours professionnel émaillé de plusieurs formations notamment à l'Institut Français du Pétrole et à Fair Links sur la géologie pétrolière pour non-géologue, la Fiscalité et Contrats en Exploration - Production, l'Economie de la chaîne pétrolière, les marchés pétroliers, la Gouvernance et le Contrôle public des opérations dans le secteur des hydrocarbures ainsi qu'à l'initiative de « African Legal Support Facility, ALSF » créée par la BAD pour le renforcement des capacités sur la préparation des négociateurs des Gouvernements en Afrique.

Forte de vingt ans d'expérience dans le secteur du Pétrole, dans les années 2010, elle tient différents postes de Chargé d'études Juridique au Ministère du Plan et, par la suite, d'Assistante du Climat des Affaires administratives et juridiques de la Déléguée Principale de la Cellule Chargée de l'Amélioration du Climat des Affaires en République Démocratique du Congo.

De nos jours, elle met à contribution son savoir-faire au plus haut sommet de l'État comme assistante du Directeur de Cabinet Adjoint du Chef de l'Etat ayant en charge le secteur des Hydrocarbures

# José MULENDA ZANGELA NGONGO

Intervenant



**N**é le 28 juillet 1959 à la mission Mennonite de Mukedi, José MULENDA est un chercheur indépendant et écrivain. Titulaire d'un Diplôme de Licence (Bac+5) en Sciences humaines et sociales et d'un autre diplôme en Droit de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne en France, il est diplômé de l'École de Formation de personnel judiciaire en 1982 au Zaïre (actuelle RDC) et officier de Justice.

Il a effectué des formations dans plusieurs domaines entre autres :

- Préventions, médiations et gestions des conflits à l'École des éducateurs à Saint-Etienne – France ;
- Coopération décentralisée et solidarité internationale en 2005 au RE-SACCOOP à Lyon-France ;
- Justice pénale à l'institut Africain d'Études et de prévention du crime en 1993 au Caire en Égypte ;
- Système judiciaire Américain et Administration des tribunaux aux États-Unis d'Amérique en 1990.

José MULENDA a exercé les fonctions de Coordonnateur et Expert du GET (Groupe d'Études des Transports) à l'aéroport international de N'djili (2001), Coordonnateur à la brigade des mœurs à Kinshasa (1998-2001), Chef de protocole et membre du protocole d'État de 1988 à 1997. Coordonnateur des projets de développement, Monsieur MULENDA est président d'associations et fondateur du comité de soutien et de plaidoyer en faveur d'un « Plan Marshall » pour la Région des Grands Lacs Africains. Il est à ce titre, l'initiateur d'un Plan de redressement économique de cette région, dénommé « SULA YA AMANI » qui signifie le visage de la paix.

Très actif et libre penseur, Monsieur MULENDA est auteur de nombreux articles et ouvrage: le Combat politique en République Démocratique du Congo, paru en 2013 aux éditions Edilivre à Paris, le Congo- Kinshasa est un Eldorado, à qui profite-t-il ? , publié en 2010, aux éditions l'Harmattan à Paris

# Yvette NGANDU KAPINGA

## Modératrice

bons offices des membres du Groupe des Sages, telle que la médiation post-électorale menée par Kofi Annan en 2008, la période pré-électorale de 2009 en Afrique du Sud ; le printemps arabe ayant secoué la Tunisie et l'Égypte de 2011 à 2013 ; la mission de facilitation et de bons offices entreprise par EDEM KODJO en RDC de 2016 à 2018 ; au Sénégal afin d'appuyer la médiation menée par l'ancien Président Nigérien OBASANJO afin d'éviter des conflits électoraux au Ghana en 2013, en Sierra Leone en 2013 et au Togo dans une mission d'appui et de médiation soutenue par l'Église catholique.

En 2016, elle se rend au Burkina Faso dans une mission de médiation conduite par EDEM KODJO en vue de restaurer l'ordre institutionnel et la reprise des activités des citoyens.

Outre cela, Madame Yvette NGANDU a coordonné le lancement d'études thématiques et des réflexions qui a conduit à la formulation de trois grandes politiques continentales adoptées lors du Sommet des Chefs d'États : « Prévenir des conflits liés aux élections de 2008 » ; « Combattre l'impunité, promouvoir la justice et la réconciliation nationale en Afrique en 2009 » ; « Éliminer les violences sexuelles contre les femmes et les enfants dans des conflits armés en 2010 ».

Il sied de noter, par ailleurs, que de 2003 à 2008 Madame NGANDU a précédemment travaillé comme Agent programme Principal pour l'Institut International pour la Paix (IPI) basé à New York. Et bien avant de rejoindre IPI, elle a travaillé au sein de la National Endowment for Democracy (NED) et à la Voix de l'Amérique à Washington D.C.

Depuis 2003, elle est titulaire d'un master en Administration Publique et Relations Internationales de la Bowling Green State dans l'Ohio aux États-Unis d'Amérique.

Ses récentes publications ainsi que ses articles professionnels comprennent :

1. « Le rôle du Groupe des Sages dans la Prévention de déclenchement des conflits violents en Afrique », publié dans les Chroniques des Nations Unies, Vol. LIV No. 3 2017 Octobre 2017 ;

2. « Le Groupe des Sages de l'Union Africaine : Une histoire concise ». Le Centre Africain pour la Résolution constructive des Conflits (ACCORD) 2015, co-auteur avec le Professeur Joao Gomes Porto ;

3. « Règlement pacifique des conflits frontaliers : Leçons de l'Affaire Bakassi et de l'accord de Greentree ». International Peace Academy/Institute; co-auteur avec Mashood Issaka ;

4. « Évaluation des efforts pour l'amélioration de la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest ». Institut International pour la Paix, co-auteur avec Dorina BEKOE et Marilyn ANIWA.

A été Rédactrice en Chef du Groupe des Sages de l'Union Africaine pour les publications suivantes :

5. « Renforcement des relations à l'aide des mécanismes régionaux similaires », Rapport du Groupe des Sages publié lors de la retraite de haut vol tenue du 04 au 5 juin 2012 à Ouagadougou, ACCORD, Durban, 2013 ;

6. « Violences politiques et conflits liés aux élections : Renforcement du rôle de l'Union Africaine dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits », Rapport du Groupe des Sages (Institut International pour la Paix, Union Africaine, New York, 2010) ;

7. « Paix, justice et réconciliation en Afrique : Opportunités et défis dans la lutte contre l'impunité », Rapport du Groupe des Sages de l'Union Africaine (Institut International pour la Paix, Union Africaine, 2013) ;

8. Conseil de Sécurité et de Paix de l'Union Africaine et le Groupe des Sages : « Rapport d'expertise sur l'élimination des vulnérabilités des femmes et des enfants dans les conflits armés », Addis-Abeba, 2014 ;

9. « Renforcement politique de la Gouvernance pour la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique », Rapport final, Addis-Abeba, 2012



**M**adame Yvette KAPINGA NGANDU a rejoint le Comité Exécutif du Mécanisme National de Suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la Paix, la Sécurité et la Coopération en RDC et dans la Région des Grands Lacs en avril 2019, au titre de Conseillère diplomatique.

Avant cela, de 2008 à 2019, elle a servi pendant 12 ans comme Coordonnatrice de deux projets simultanés et complémentaires au Département de Paix et de la Sécurité de la Commission Africaine.

Elle a ensuite rejoint le Secrétariat du Groupe des Sages (la plus haute structure de prévention des conflits continentaux) et le Projet de Médiation des Nations Unies et l'Union Africaine, les deux, établis en 2008.

Comme Coordonnatrice de ces deux projets, Madame NGANDU était en charge de la gestion diplomatique préventive et de la médiation des opérations de l'Union Africaine, spécialement du Groupe des Sages.

Au sein de l'Union Africaine, elle a coordonné tous les aspects ayant trait à la prévention des conflits et les missions de



*Nous comptons apporter une innovation dans le cadre de projets communs en coopérant avec tous les pays de la région, en commençant par nos voisins. ( Discours d'investiture du Président de la République Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO en janvier 2019).*

# DÉCOUVERTE

La Région des Grands Lacs, potentiellement la plus riche du continent africain en termes de potentialités, continue d'attirer des investisseurs et bailleurs de fonds.

Par ce document, le Mécanisme National de Suivi pense faciliter la vulgarisation et l'appropriation de quelques projets importants pour le Développement de la RDC et de toute la Région des Grands Lacs.

Quelques-uns de ces projets sont à découvrir dans les pages suivantes:

- |   |           |
|---|-----------|
| 1. PROJET GAZ METHANE DU RWANDA ET LA RDC (M.N.S)                         | (Page 30) |
| 2. PROJET CHAMBERS FEDERATION AU SUD-KIVU (M.N.S)                         | (Page 31) |
| 3. PROJET HYDRO ELECTIQUE RUZIZI III 145 MEGAWATTS (M.N.S)                | (Page 32) |
| 4. PROJET CANAL FRONTALIER DU RIFT NAVIGABLE « SULA YA AMANI »            | (Page 33) |
| 5. PROJET EXPANSION DU MARCHÉ PÉTROLIER DE LA SOUS-RÉGION DES GRANDS LACS | (Page 34) |
| 6. PROJET INFRASTRUCTURES INTEGREEES DE LA RDC                            | (Page 35) |

# L'exploitation du Gaz méthane du Lac Kivu

La République Démocratique du Congo, bénie par ses ressources naturelles et sa biodiversité, l'est également par ses cours d'eau. Le fleuve Congo, deuxième du continent après le Nil, mais aussi ses Lacs dont le Kivu. Ainsi, une bonne exploitation du Lac Kivu, dont les propriétés et autres bénéfiques de la nature se partagent avec les pays des Grands Lacs, est donc un des éventuels moteurs de développement de toute la sous-région.



Le majestueux Lac Kivu

A ce jour, sur les 4 concessions gazières du lac Kivu, seul GOMA est attribué à Engineering Procurement & Project Management (EPPM), société tunisienne qui est en finalisation de la phase d'études du projet.

L'importance des réserves mises en évidence à ce jour, l'existence d'un énorme marché national et régional et la souplesse incitative des législations de la RDC sont autant de facteurs susceptibles d'encourager les opérateurs économiques nationaux et internationaux désireux de coopérer avec la R.D. Congo pour l'exploitation du gaz méthane du Lac Kivu.

## Aperçu

Le Lac Kivu a une superficie de 2,430 Km<sup>2</sup> dont 55 % appartient à la R.D. Congo. C'est un lac unique au monde à cause de ses spécificités technico-physiques et, ses réserves en gaz exploitables renouvelables évaluées à 66 milliards de Nm<sup>3</sup> de méthane représentant une puissance potentielle énergétique de près de 750 MW exploitable pendant une durée minimum de 50 ans.

MAKELELE, LWANDJOFU et IDJWI sont en attente du lancement de l'appel d'offres en vue de l'exploitation du gaz méthane. L'exploitation judicieuse de ces gaz serait non seulement un facteur de création de richesse et donc de développement, mais aussi un moyen de réduire considérablement la toxicité des eaux du Lac Kivu et empêcher une accumulation de gaz pouvant provoquer des catastrophes naturelles comme celles qui ont été observées ailleurs sur le continent.

La RDC mise sur ce projet pour développer ses infrastructures de transport et de communication et promouvoir l'emploi de sa nombreuse jeunesse.

Ce projet se décline en 4 étapes suivantes :

- 1) L'implantation d'une plate-forme à gaz en offshore pour l'extraction et le traitement du gaz ;
  - 2) la Construction du gazoduc de transport du gaz traité ;
  - 3) l'Installation de la centrale thermique en onshore pour la production de l'électricité ;
  - 4) la mise en place de la ligne de transport de l'énergie électrique
- Pour plus d'informations



Le Lac Kivu longeant toute la région des Grands Lacs

## Attentes et retombées

Le projet du Lac Kivu bénéficiera sans aucun doute non seulement à la R.D. Congo, mais à l'ensemble de la sous-région des Grands Lacs.

**Adresse:**  
17, avenue de la Justice  
Kinshasa / Gombe (RDC).  
**Contact téléphonique :**  
(+243) 89 63 53 840.  
**E-mail :** mission-cdo@mns-suivi.com

## CHAMBERS FEDERATION AU SUD KIVU, RDC, PROJET COOPÉRATIF MINIER



### **B**ref aperçu du Projet

Le projet coopératif minier Chambers Federation au Sud-Kivu vise les secteurs des mines et minerais de fer en engageant les communautés cibles (femmes, jeunes, ex-combattants, réfugiés).

Des structures de coopération ont déjà été mises en place et cinq bureaux construits dans chaque grande région productrice d'or dans la région (Bukavu, Kaziba, Shabunda, Fizi, Misisi et Minembwe).

Une Société américaine expérimentée en gestion des coopératives est présente dans la région et crée un marché du commerce équitable pour les produits de coopération tels que l'or, le diamant, le cuivre, le coltan, et plusieurs autres matières.

La 3ème phase qui nécessite des investissements supplémentaires met en œuvre un faible coût de l'équipement d'extraction moderne pour augmenter considérablement la production des coopératives.

### **A**vantages

Dans le but de se conformer à la logique de la responsabilité sociale ou sociétale, ladite firme américaine s'implique dans la vie de la population.

Elle gère notamment des coopératives en dehors de ses autres activités consistant à assurer la sécurité, traiter le minerai et l'exporter vers le marché international. Les profits générés par toutes ces activités sont partagés avec les coopératives.

Une partie des bénéfices de l'entreprise est également réinvestie dans la communauté grâce à la RSE et certaines entreprises diversifiées à but lucratif. Les coopératives dépassent 200.000 mineurs, donc l'évolutivité et l'impact sont considérables.

#### **Opportunités d'investissements**

L'extraction minière, la transformation, l'agrégation, l'enrichissement et l'exportation.

#### **Type de projet**

Mise au point d'un projet minier coopératif

### **D**urée du Projet

3 à 6 mois pour la mise en œuvre de la 3ème phase

#### **Coût du Projet**

5 millions de dollars américains, à ne pas dépasser, échelonnés sur deux années

### **F**inancement

À déterminer

### **D**éficit de financement

700 mille dollars américains pour la phase 3, phase 4 restante et au-delà.

Toutefois, cela ne dépassera pas les 5 millions de dollars américains requis pour ce projet

Pour plus d'informations

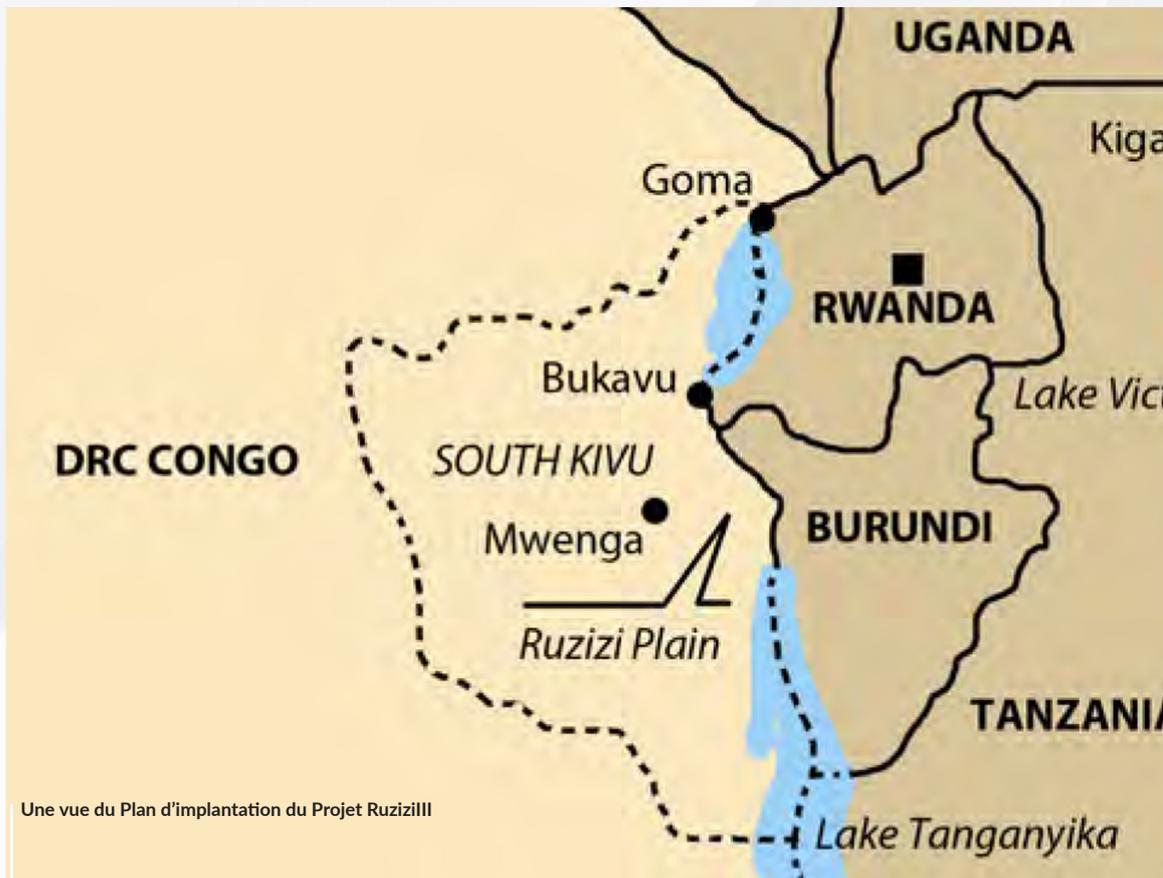
#### **Adresse:**

17, avenue de la Justice  
Kinshasa / Gombe (RDC).

Contact téléphonique :  
(+243) 89 63 53 840.

E-mail : [mission-cdo@mns-suivi.com](mailto:mission-cdo@mns-suivi.com)

# PROJET HYDRO ELECTRIQUE DE RUZIZI III



## Bref aperçu du Projet

Le projet Ruzizi III 145 MW a pour but de fournir du courant électrique à proportion égale au Rwanda, au Burundi et aux deux provinces de Kivu (Nord et Sud) dans la partie Est de la République Démocratique du Congo (RDC).

Il est situé à la frontière entre le Rwanda et la RDC et dans le bassin transfrontalier international Kivu-Ruzizi.

## Attentes et Retombées

On attend du projet qu'il fournisse de l'électricité bon marché aux trois pays de la Communauté d'Afrique de l'Est et du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe. La centrale d'hydro-électricité Ruzizi III est d'une capacité de 145 Mégawatt et sera construite à la frontière entre

le Rwanda et la RDC. Elle est de type « à dérivation », ce qui permettra de contrôler le niveau de l'eau dans le bassin fluvial.

La Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) sera impliquée dans la mise en œuvre de ce projet d'énergie renouvelable.

## Quelques informations importantes

### 1. Opportunité d'Investissement

La construction de la centrale hydro-électrique Ruzizi III devra engendrer de nombreuses opportunités d'emploi dans les domaines de la conception, de l'ingénierie et de la concession, lesquels seront indépendants de la production d'énergie.

### 2. Phase du Projet

Le projet est prêt à être mis en marche, car toute l'étude de faisabilité est terminée.

### 3. Type de Projet

Energie, PPP

### 4. Durée du Projet:

Environ 36 mois à réaliser

### 5. Coût du Projet

USD 210 millions

### 6. Financement Disponible

Garantie de la Banque Mondiale pour USD 210 millions en attente

### 7. Déficit de Financement

À déterminer

Pour plus d'informations:

Adresse:  
17, avenue de la Justice  
Kinshasa / Gombe (RDC).  
Contact téléphonique :  
(+243) 89 63 53 840.  
E-mail : mission-cdo@mns-suivi.com

## CANAL FRONTALIER DU RIFT NAVIGABLE (CEFRAN) PROJET « SULA YA AMANI (VISAGE DE LA PAIX) »

La Région des Grands Lacs africains est censée être la plaque tournante de l'économie sous régionale africaine et mondiale. La République Démocratique du Congo, disposant à elle seule quatre de ses Grands Lacs à sa frontière sud-est, est à ce titre, la cheville ouvrière de la mise en réseau de cette économie, en considérant son potentiel agricole, énergétique, hydrographique, floristique, faunique, minier, touristique...

Fort de la vision du Chef de l'Etat congolais, M. Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, faisant de l'intégration régionale son cheval de bataille pour garantir la paix et le développement à l'est de la République Démocratique du Congo et dans toute la sous-région, M. José MULENDA ZANGELA NGONGO, Président Directeur du Comité de Soutien et de Plaidoyer pour la Région des Grands Lacs Africains, initiateur du projet SULA YA AMANI, en Swahili, qui signifie le visage de la paix, rejoint le Chef de l'Etat congolais dans cet idéal.

M. José MULENDA ZANGELA prône depuis quelques années, à travers le projet SULA YA AMANI, la création du Canal Frontalier du Rift Africain Navigable, CFRAN, qui va effectivement changer le « visage régional » en procurant le sourire et la paix à ses populations.

Il convient pour y arriver, de relier les différents lacs : Victoria, Albert, Edouard, Kivu, Tanganyika et Malawi à l'océan Indien, comme est aménagé dans la région des Grands Lacs au Canada, le canal du fleuve Saint-Laurent, et en Europe, le canal Rhin-Main-Danube. Ce dernier canal connecte l'Europe, de l'ouest à l'est, et reliant ainsi, la mer du Nord à la mer Noire.

Conçu pour ouvrir un couloir navigable de 2000 km en reliant les lacs cités ci-dessus, et désenclaver l'Ougan-



da, le Rwanda, le Burundi, la Zambie et le Malawi, tout en connectant le Kenya, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et le Mozambique à l'Océan indien, le canal est pensé comme un outil pour consolider la paix, créer le développement et permettre l'émergence économique de la région et de l'Afrique.

Avec une largeur d'un kilomètre au maximum, de part et d'autre des frontières nationales, le comité prévoit la réalisation d'un canal à grand gabarit. Il sera en mesure d'accueillir des bateaux de différentes tailles, allant des yachts privés jusqu'à de gros navires de commerce.

À ce point, le canal rejoint le vœu du Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, exprimé dans son discours du 17 août 2019 au 39e sommet de la SADC à Dar Es Salaam : Mon vœu est de voir très rapidement toutes les populations de notre sous-région circuler librement de l'océan Indien à l'océan Atlantique, de Dar Es Salaam à Lobito, de Mombassa à Banana, de Aru à Durban.

Il sied de rappeler, à juste titre, que notre pays est le centre de connexion entre la Méditerranée, l'océan Indien et l'océan Atlantique.

Le Canal du Rift Africain Navigable est un projet d'infrastructures, un plan de redressement économique, salué en Europe.

Il est recensé parmi 81 projets dans le monde pouvant permettre un développement durable et un équilibre transcontinental.

Il poursuit trois objectifs principaux, chers à M. Claude IBALANKY EKOLOMBA, le Haut Représentant du Chef de l'Etat au Comité d'Appui Technique du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord-Cadre d'Addis Abeba, qui ne ménage aucun effort pour le bénéfice de la Paix, de la Sécurité et du Développement à la frontière de notre pays, il s'agit de :

- Promouvoir l'intégration économique régionale ;
- Rétablir l'indispensable préalable de la paix et de la sécurité ;
- Promouvoir des politiques économiques efficaces.

À terme, le canal du Rift Africain Navigable serait de sécuriser la frontière, de créer plus de 2.000.000 d'emplois et de produire près de 25 milliards de dollars US par an et de favoriser la coexistence pacifique des Etats 🇷🇺

Pour plus d'informations

**Madame Naya MANKUNI**  
Secrétaire Permanente CSP-RE-GLA/RDC  
E-mail : [cspregla@yahoo.com](mailto:cspregla@yahoo.com)  
Tél. 0817980357

# Expansion du marché pétrolier de la sous-région des Grands Lacs

Scandale géologique, d'aucuns estiment que cette affirmation sur la République Démocratique du Congo est une exagération. Et pourtant, des études scientifiques approfondies et actualisées sur le sol congolais se rabattent toutes sur la première affirmation.

Pas souvent évoqué quand sont évoquées les nombreuses richesses congolaises, le pétrole est pourtant une des raisons poussant à un détour du côté de l'Afrique Centrale.

Une véritable source de développement pour tout le continent et particulièrement pour la sous-région des Grands Lacs. D'où l'importance de ce vaste projet sur l'« expansion du marché pétrolier de la sous-région des Grands Lacs ».



**C**e projet consiste au développement des activités pétrolières en partant de l'extraction du pétrole brut à l'approvisionnement des pays de la sous-région en produits pétroliers. Il porte sur plusieurs sous-projets notamment l'évaluation pétrolière de certains bassins sédimentaires de la R.D. Congo afin de déterminer les réserves pétrolières et gazières en vue d'octroi des blocs pétroliers.

À ce jour, les potentialités pétrolières sont évaluées à environ 4,5 milliards de barils d'huile.

En sus, dans le bassin du Rift Est Africain, les potentialités des pays des Grands Lacs en pétrole brut semblent fructueuses notamment avec l'annonce récente de la découverte de

réserves pétrolières en Ouganda estimées à 6,5 milliards de barils.

Tenant compte de toutes les potentialités de la sous-région et considérant la position stratégique de la R.D. Congo, cette dernière peut relever le marché pétrolier de cette sous-région, notamment par la construction d'une raffinerie moderne comme outil d'intégration régionale majeure permettant non seulement de minimiser le coût du transport du pétrole brut et des produits pétroliers, mais aussi de résoudre le problème d'approvisionnement tout en développant des fructueuses activités économiques par la mise en place des projets tels que l'acquisition et l'implantation des infrastructures pétrolières diverses.

Ce projet permet d'intensifier des échanges commerciaux entre les pays

de la sous-région et faciliter la mise en place de la politique sous-régionale sur les normes et spécifications des produits pétroliers en vue de la protection de l'environnement.

La RDC souhaite qu'au lieu de constituer un facteur de conflit, que ses ressources pétrolières et gazières, servent à l'instar des bassins de houillers européens, de facteur d'intégration et de coopération régionale dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

Pour plus d'informations

Adresse:  
17, avenue de la Justice  
Kinshasa / Gombe (RDC).  
Contact téléphonique :  
(+243) 89 63 53 840.  
E-mail : [mission-cdo@mns-suivi.com](mailto:mission-cdo@mns-suivi.com)

# LES INFRASTRUCTURES INTEGREES DE LA RDC

Porteur du Projet : Alexandre KAYEMBE DE BAMPENDE



Image des premiers travaux de construction d'Infrastructures

**L**a République Démocratique du Congo, ce don béni de Dieu, est un pays aux superficies continentales (Superficie : 2,345,410 km<sup>2</sup>), et aux potentialités géologiques et naturelles débordantes :

- Potentiel hydroélectrique de +100,000 mégawatts :
  - 23% du potentiel mondial ;
  - 37% du potentiel africain ;
  - 52% des réserves africaines.
- 80 millions d'hectares de terres arables et 4 millions d'hectares irrigables, dont 10% seulement sont exploités :
  - Potentiel d'avoir + 40 millions de têtes de bétails ;
  - Potentiel de produire +700

000 tonnes de poissons par an ;

- 1,5 milliard de barils de pétrole.
- Penser à son développement revient sans nul doute à le doter des infrastructures intégrées qui répondent aux besoins présents et futurs de la nation et de la région des Grands Lacs. Partageant ses frontières larges de 9 165 km avec 9 autres pays, la RDC peut donc, facilement contribuer à l'émergence de ces derniers et, dans la foulée, à celle de tout le Continent. Comme ne cesse de l'évoquer le Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO : « ... les infrastructures, base de notre développement, sont nécessaires pour garantir la reconquête de notre économie, particulièrement les infrastructures routières, les ports, les aéroports, l'accès à l'eau et

à l'électricité, les nouvelles technologies sous toutes leurs formes ».

Pour y arriver, il convient donc de :

- Mettre en place une stratégie nationale sur les infrastructures ;
- Doter la nation d'une politique cohérente et efficace sur les infrastructures ;
- Renforcer le cadre réglementaire sur les infrastructures ;
- Mettre en place les outils de gestion des infrastructures multi-sectorielles.

Le potentiel agricole et industriel, la population des territoires desservis, l'articulation avec les autres infrastructures constituent un fort atout dans le projet du développement global de la RDC





Illustration d'un chantier routier à Kinshasa-

Cependant, transformer les efforts du secteur agropastoral congolais en une réalité vécue demeure jusque-là un parcours du combattant faute des voies de communications favorables. Ainsi, le Projet Infrastructures présenté prévoit de:

- Revêtir 10 213 km de routes, pour un coût total d'investissement de 6.3 milliards US \$ (court terme) ;
- Revêtir 10 040 km pour un coût total de 5.8 milliards US \$ (moyen terme) ;
- Le reste du réseau des RIG 37 876 km ;
- Bitumage de la section Kananga-Kalamba Mbuji- Lim Frontière Angola : \$93 millions – 220km ;
- Réhabilitation et Bitumage de la section Dilolo - Mutshatsha - Kolwezi de la RN39 : \$185 millions - 429 km ;

Pour ce qui est des réseaux ferroviaires :

- Moderniser 5 033 km pour un coût total d'investissement de 17,62 Milliards de US \$ ;
- 9 756 km à construire pour un coût total d'investissement de 44,8 Milliards de US \$ ;
- Tenke - Kolwezi – Dilolo (possible interconnexion avec l' Angola vers Lobito/Luanda) : 522 km – \$1,8 milliard ;

- Bumba - Buta - Isiro - Mungbere - Arua (possible interconnexion vers Arua en Uganda et le Sud-Soudan) : 1 217 km – \$4,9 mil-

liards.

Traversée par des cours d'eau, la RDC est appelée à penser développement grâce à ses voies navigables.

À ce jour, la RDC dispose de 36 000 km de voies navigables dont 16 000 km traditionnellement navigables.

Rendre navigables toutes les voies maritimes congolaises est un projet estimé à 7 Milliards de US \$ devant servir à :

- La modernisation et réhabilitation des voies navigables ;
- La Construction des écluses pour assurer la continuité du trafic entre l'Océan Atlantique et le Fleuve Congo : axe Kinshasa-Matadi pour un coût de \$3 milliards ;
- Construction des écluses pour assurer la continuité du trafic intérieur au-delà de Kisangani : axe Kisangani – Ubundu : \$450 millions

#### Aéroports

3 à 5 milliards de US \$

Pour la modernisation, réhabilitation et construction respectant les normes internationales :

- 33 aérodromes ;
- 4 aéroports internationaux ;
- 16 aéroports nationaux.

#### Énergie

■ Réhabilitation des centrales Hydro-électriques :

- Production de + 100000 MW;
- Réhabilitation des lignes basses et hautes tensions ;

■ Agrandissement du réseau de distributions en RDC ;

■ Connecter ce réseau Congolais aux réseaux internationaux pour vendre notre énergie jusqu'en Europe.

#### Transport

Véritable casse-tête chinois, le secteur de transport en RDC retient l'attention de plus d'un observateur.

Une grosse épine qui pourrait être enlevée avec un financement à hauteur de 2 milliards de US \$, notamment pour construire 131.7 km de lignes urbaines.

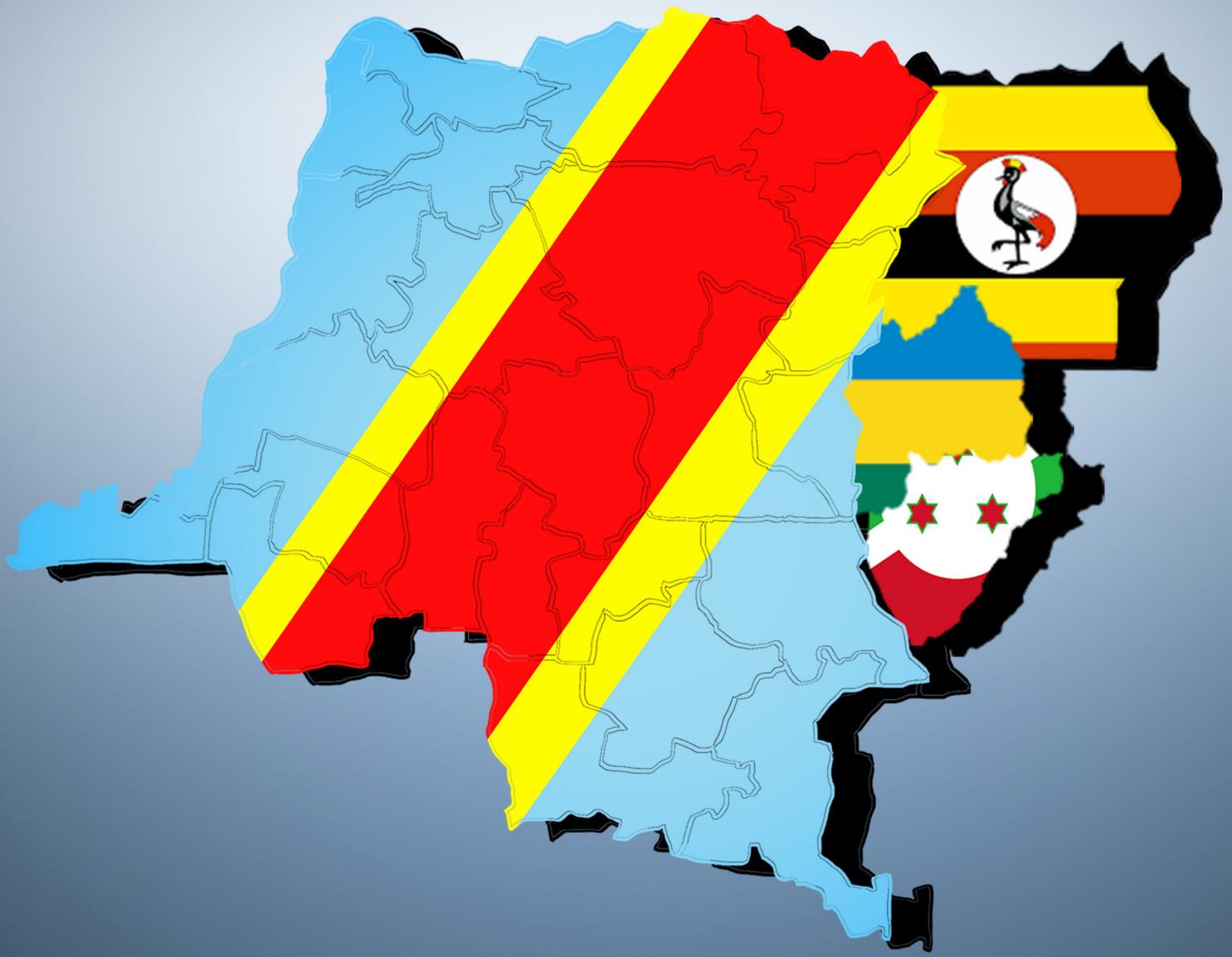
Besoin de 200 millions de US \$ pour construire un linéaire de 133 km pour la Mise en place d'un réseau de transport intelligent «Bus à Haut Niveau de Service» (BHNS) sur site propre.

1,3 milliards de US \$ pour construire 203 km d'autoroutes et voiries hyper structurantes

Pour plus d'informations

Alexandre KAYEMBE DE BAMPENDE  
Conseiller Spécial du Chef de l'Etat

Tél. +(243) 822 233 649  
Mail: alexy@rdc-infrastructures.com





# Debout congolais



Debout congolais ,

*Unis* par le sort,  
unis dans l'effort pour l'indépendance.

*Dressons* nos fronts, longtemps courbés  
Et pour de bon prenons le plus bel élan Dans la paix.

Ô peuple ardent,  
par le labeur

Nous *bâtirons* un pays plus beau qu'avant dans la paix.

Citoyens,  
entonnez l'hymne sacré de votre solidarité, fièrement,

*Saluez* l'emblème d'or de votre souveraineté

Congo

*Don béni* : Congo !

Des aïeux : Congo!

Ô pays : Congo !

Bien –aimé : Congo !

Nous peuplerons ton sol et nous **assurerons** ta grandeur.

30 juin, Ô doux soleil

30 juin, du 30 juin

Jour sacré, sois le témoin

*Jour sacré*, de l'immortel

Serment de liberté que nous léguons

à notre *postérité* pour toujours !

« *Debout congolais* », hymne national de la RDC. Ecrit par le Révérend père Simon-pierre Boka, composé par Joseph Lutumba et adopté l'année de l'Indépendance du pays en 1960



**Adresse:**

**17, avenue de la Justice - Kinshasa / Gombe (RDC).**

**Contact téléphonique :**

**(+243) 89 63 53 840.**

**E-mail : [mission-cdo@mns-suivi.com](mailto:mission-cdo@mns-suivi.com)**